

Rôle de la séance publique du 11/12/2025 à 10h00**Présidente** : Madame BRUNO-SALEL**Assesseures** : Madame BAHAJ et Madame OZENNE**Greffière** : Madame MALAGOLI**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme FLORENT****01) N° 2300982****RAPPORTEURE : Mme BRUNO-SALEL**

Demandeur	COMMUNE DE ****	CITYLEX AVOCATS
Défendeur	Mme ****	Me PITTI-FERRANDI
	Mme ****	Me PITTI-FERRANDI
	ASSOCIATION SAUVONS LES YVELINES (SLY)	
	ASSOCIATION SAUVONS LA TOURNELLE	

Requête de la commune de **** contre le jugement n° 2008256-2008309 du 9 mars 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles, à la demande de Mme **** et de Mme ****, a annulé les délibérations n° 2020-51 et 2020-52 du 1er octobre 2020 par lesquelles son conseil municipal a accordé la protection fonctionnelle à son maire et rejeté le surplus des conclusions des parties.

02) N° 2301698**RAPPORTEURE : Mme OZENNE**

Demandeur	COMMUNE DE CHEVREUSE	Me PIQUET
Défendeur	SELARL HERBAUT PECOU LIQUIDATEUR JUDICIAIRE	
	DE SAS ECOMAC CONSTRUCTION	
	SOCIETE C+O IDF 1 ARCHITECTES	CLL AVOCATS
	SOCIETE JPS CONTROLE	SCP DERRIENNIC ASSOCIES

Requête de la commune de Chevreuse contre le jugement n° 2100090 du 8 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a condamné solidairement les sociétés C+O IDF 1 architectes, Ecomac construction et JPS contrôle en réparation des préjudices qu'elle estime avoir subis du fait des désordres survenus à l'occasion de l'exécution des travaux de construction d'un pôle d'accueil petite enfance.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme FLORENT**03) N° 2302010****RAPPORTEURE : Mme BRUNO-SALEL**

Demandeur	Mme ****	CABINET COLL
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	

Requête de Mme **** contre le jugement n° 2103704 du 20 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise n'a que partiellement fait droit à sa demande tendant à la condamnation de l'Etat à lui verser la somme de 50 000 euros, assortie des intérêts de droit à compter de la notification de sa demande indemnitaire préalable, au titre des préjudices que lui ont causé l'arrêté du 22 octobre 2018 par lequel le préfet du Val-d'Oise l'a mise en demeure de faire cesser l'occupation aux fins d'habitation du logement dont elle est propriétaire situé ****.

04) N° 2400295**RAPPORTEURE : Mme BAHAJ**

Demandeur	SOCIETE FREE MOBILE	PAMLAW - AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE SAINT DOULCHARD	CGCB ET ASSOCIES SCP D'AVOCATS

Requête de la SAS Free Mobile contre le jugement n° 2004563, 2200025 du 1er décembre 2023 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande tendant à annuler la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le maire de Saint-Doulchard sur la demande d'arrêté de police de la circulation déposée le 21 août 2020 par la société Axians Mobile.

05) N° 2400296**RAPPORTEURE : Mme BAHAJ**

Demandeur	SOCIETE FREE MOBILE	PAMLAW - AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE SAINT DOULCHARD	CGCB ET ASSOCIES SCP D'AVOCATS

Requête de la SAS Free Mobile contre le jugement n° 2004563, 2200025 du 1er décembre 2023 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le maire de la commune de Saint-Doulchard sur la demande d'arrêté de police de la circulation déposée le 21 août 2020 par la société Axians Mobile.

06) N° 2400383**RAPPORTEURE : Mme BRUNO-SALEL**

Demandeur	M. ****	Me RIBIERE
	SOCIETE ****	Me RIBIERE
Défendeur	COMMUNE DE ****	SELARL PINTAT AVOCATS

Requête de M. **** et la société **** contre le jugement n° 2107844 du 7 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 12 juillet 2021 par lequel le maire de la commune de **** a interdit la circulation, sauf aux riverains et livraisons, sur une portion de l'avenue Darblay et de la rue Fort l'Oiseau.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme FLORENT

07) N° 2401960 RAPPORTEURE : Mme BAHAJ

Demandeur	M. ****	Me SAIDI
Défendeur	PREFECTURE DE L'ESSONNE	

Requête de M. **** contre le jugement n° 2403762, 2403763 du 20 juin 2024 par lequel la magistrate désignée par la présidente du tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mai 2024 par lequel la préfète de l'Essonne l'a obligé à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée de cinq ans, en l'informant de son signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen.

08) N° 2402071 RAPPORTEURE : Mme OZENNE

Demandeur	M. ****	SELARL EQUATION AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE D'INDRE ET LOIRE	

Requête de M. **** contre le jugement n° 2302151 du 15 mai 2024 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite de refus de délivrance d'un titre de séjour née du silence gardé par le préfet d'Indre-et-Loire sur sa demande du 25 octobre 2022.

09) N° 2502546 RAPPORTEURE : Mme BRUNO-SALEL

Demandeur	M. ****	Me MARIENNE
Défendeur	PREFECTURE DES YVELINES	

Requête de M. **** contre le jugement n° 2503457 du 25 juillet 2025 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du préfet des Yvelines du 11 mars 2025 par lequel il a rejeté sa demande de renouvellement de son titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination en cas d'exécution d'office et lui a interdit de retourner sur le territoire français pendant cinq ans.

10) N° 2502811 RAPPORTEURE : Mme BRUNO-SALEL

Demandeur	M. ****	Me MARIENNE
Défendeur	PREFECTURE DES YVELINES	CENTAURE AVOCATS

Requête en référé suspension de M. **** en vue de suspendre l'arrêté du préfet des Yvelines du 11 mars 2025 par lequel il a rejeté sa demande de renouvellement de son titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination en cas d'exécution d'office et lui a interdit de retourner sur le territoire français pendant cinq ans.

Rôle de la séance publique du 11/12/2025 à 11h00**Président** : Madame RIBEIRO-MENGOLI**Assesseures** : Madame BRUNO-SALEL et Madame OZENNE**Greffière** : Madame MALAGOLI**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme FLORENT****01) N° 2301858****RAPPORTEUR : Mme RIBEIRO-MENGOLI**

Demandeur	SOCIETE INEO INFRACOM VENANT AUX DROITS DE LA STE INEO DIGITAL	SELARL DF ASSOCIES
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DE PLAISIR	SELARL CABANES & ASSOCIES

Requête de la société Ineo Infracom venant aux droits de la société Ineo Digital contre le jugement n° 2102865 du 8 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation du titre de recette n° H0008717 émis et rendu exécutoire le 18 décembre 2020 par le centre hospitalier de Plaisir à l'effet de recouvrer la somme de 176 229,26 euros et l'a condamnée ainsi que la société Axima Concept à verser au centre hospitalier de Plaisir la somme de 1 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

02) N° 2301859**RAPPORTEUR : Mme RIBEIRO-MENGOLI**

Demandeur	SOCIETE INEO INFRACOM VENANT AUX DROITS DE LA STE INEO DIGITAL	SELARL DF ASSOCIES
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DE PLAISIR	SELARL CABANES & ASSOCIES

Requête de la société Ineo Infracom venant aux droits de la société Ineo Digital contre le jugement n° 2102866 du 8 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation du titre de recette n° H0008718 émis et rendu exécutoire le 18 décembre 2020 par le centre hospitalier de Plaisir à l'effet de recouvrer la somme de 209 0639,72 euros et l'a condamnée à verser au centre hospitalier de Plaisir la somme de 1 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme FLORENT

03) N° 2401961

RAPPORTEUR : Mme RIBEIRO-MENGOLI

Demandeur M. ****

Me SAIDI

Défendeur PREFECTURE DES YVELINES

Requête de M. **** contre le jugement n°2401020 du 27 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 15 janvier 2024 par lequel le préfet des Yvelines a refusé de lui délivrer un titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours en fixant le pays de destination.

04) N° 2503068

RAPPORTEUR : Mme RIBEIRO-MENGOLI

Demandeur Mme ****

Me BAISECOURT

Défendeur PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

Mme **** demande l'exécution de l'arrêt n° 23VE02353 rendu le 11 juillet 2024 par la cour.